

Il est difficile de donner une répartition par pays de l'investissement direct canadien en Afrique subsaharienne parce que, sauf dans le cas de sept pays, Statistique Canada ne produit que des données globales pour la région. En 2005, cet organisme a fait état d'environ 2,5 milliards d'investissement direct canadien en Afrique subsaharienne.

Les rapports annuels des entreprises canadiennes présentes dans la région constituent un autre moyen de déterminer les niveaux d'investissement. Cette méthode suggère qu'en 2004 l'IDC dans la région a atteint 1,3 milliard de dollars pour les sociétés d'exploration pétrolière et gazière et 5,9 milliards pour les sociétés d'exploration minière et d'extraction. De plus, les estimations de Ressources naturelles Canada indiquent qu'étant donné la demande accrue de produits de base émanant d'économies émergentes comme la Chine, l'Inde et le Brésil, les nouveaux investissements canadiens dans le seul secteur des mines pourraient dépasser 14,1 milliards de dollars.

Dans bien des pays d'Afrique, l'industrie minière est la principale forme de présence du Canada, lequel constitue la plus importante source d'investissements étrangers non africains dans le secteur minier du continent. L'investissement axé sur les ressources est le moteur du volet à valeur ajoutée des comptes du commerce des marchandises et des services. Une bonne partie des technologies d'exploration et de production ainsi que du savoir-faire en génie-conseil qu'emploient les responsables de ces projets proviennent du Canada.

Moyen-Orient et Afrique du Nord

La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord compte une population de plus de 300 millions de personnes. Ses réserves connues de pétrole classique et de gaz naturel prouvées représentent respectivement environ 56 % et 27 % des réserves mondiales. Le commerce bilatéral de marchandises avec la région a atteint 13,8 milliards de dollars en 2006, soit une augmentation de 16 % comparativement à 2005. Les exportations de marchandises en 2006 se sont chiffrées à 3,7 milliards de dollars, une augmentation de 14 % en un an.

Le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCG) — Arabie saoudite, Émirats arabes unis (EAU), Koweït, Qatar, Oman et Bahreïn — représente le regroupement le plus prospère de la région du MOAN

et comprend notre premier marché d'exportation (Émirats arabes unis) ainsi que le second (Arabie saoudite). Le PIB per capita du CCG occupe le troisième rang en importance, toutes régions confondues, affiche une forte croissance du PIB et dispose de près de 50 % des réserves mondiales prouvées de pétrole. Avec une population croissante de 36 millions d'habitants et un PIB s'élevant à 536 milliards de dollars américains, la région représente la 17^e plus importante économie au monde. Elle possède plus de 3 trillions de dollars en liquidités disponibles. L'essor économique des cinq dernières années a permis de doubler la taille de l'économie régionale. Le CCG met davantage l'accent sur la diversification économique afin de réduire la dépendance aux ressources pétrolières. Un essor sans précédent dans les projets de construction et d'infrastructures procure des occasions d'affaires importantes pour le Canada.

Un autre regroupement important en Afrique du Nord — connu collectivement comme le Maghreb — comprend la Mauritanie, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Lybie. Avec une population de 85 millions d'habitants, un PIB de 218 milliards de dollars américains, des prévisions de croissance de 5,8 %, des importations se chiffrant à 78 milliards de dollars américains, la région offre également de grandes possibilités pour le Canada. L'Algérie et la Lybie sont deux pays exportateurs de pétrole et de gaz et profitent actuellement d'une croissance prodigieuse de leurs revenus, ce qui leur permettra d'investir massivement dans leur développement. Le total des importations canadiennes en provenance du Maghreb ont continué d'augmenter en 2006 et ont consisté principalement en pétrole brut d'Algérie. L'Algérie a été la deuxième source d'importations de pétrole brut du Canada en 2006, avec des importations évaluées à près de 5 milliards de dollars. En 2006, le Maroc a été le deuxième en importance des marchés d'exportation du blé dur canadien, et l'Algérie s'est située au quatrième rang. Avec la Tunisie, ces pays ont compté pour un peu plus de 25 % des exportations totales de blé dur.

Grâce en grande partie à la mise en œuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et Israël (ALECI), le commerce bilatéral a atteint un montant record de plus de 1,3 milliard de dollars en 2006 (445,7 millions de dollars en exportations vers Israël, 872,6 millions de dollars en importations de ce pays). Depuis son établissement